

Bulletin d'histoire politique

Yves Bélanger et Robert Comeau (dir.), La CSN, 75 ans d'action syndicale et sociale, Presses de l'Université du Québec, 1998, 339 p.

Laurent Bilodeau



Volume 7, numéro 1, automne 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060309ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060309ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bilodeau, L. (1998). Compte rendu de [Yves Bélanger et Robert Comeau (dir.), La CSN, 75 ans d'action syndicale et sociale, Presses de l'Université du Québec, 1998, 339 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 7(1), 199–201.
<https://doi.org/10.7202/1060309ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Yves Bélanger et Robert Comeau (dir.), *La CSN, 75 ans d'action syndicale et sociale*, Presses de l'Université du Québec, 1998, 339 p.

Les textes qui sont colligés dans cet ouvrage sont issus du colloque organisé à l'UQAM en mars 1997 à l'occasion du 75^e anniversaire de la CSN dans le cadre des colloques sur les leaders du Québec contemporain. Ce colloque fut l'occasion de débats fort intéressants à la fois sur les origines de la CSN ainsi que sur ses orientations actuelles. Hélas, cette longue suite de textes, allant de la fine analyse savante au simple témoignage, ne peut rendre justice à la dynamique des débats qui ont eu lieu à cette occasion, débats qui, il est utile de le souligner, eurent un écho jusqu'au Conseil confédéral de la CSN de juin 1997 où la direction de la CSN a senti le besoin de justifier (une nouvelle fois...) ses orientations actuelles. L'ouvrage publié par Comeau et Bélanger constitue donc la matière brute des communications présentées lors de ce colloque.

Il est impossible de rendre compte de l'ensemble des contributions apportées à ce colloque; j'en choisirai donc quelques-unes qui m'apparaissent plus significatives dans le cadre actuel.

Il me faut d'abord souligner les contributions des historiens Bernard Dansereau et Jacques Rouillard qui ont jeté un éclairage extrêmement intéressant sur l'histoire de la CTCC-CSN, remettant sérieusement en question certaines idées transmises par la CSN à ses membres.

«Le syndicalisme catholique est une création de l'Église catholique», écrit Bernard Dansereau (p. 4). Le pouvoir à l'intérieur de la centrale était celui du clergé et des catholiques qui prônaient la recherche de l'harmonie entre le capital et le travail dans le cadre d'un programme axé sur le corporatisme social viscéralement antisocialiste.

Jacques Rouillard, quant à lui, argumente que le pouvoir que cherchait à bâtir la CTCC était fondamentalement canadien. Il dégage essentiellement trois phases dans l'évolution de la CTCC-CSN à travers le temps. De 1921 à la fin des années 1960, la CTCC-CSN vise à étendre son action à l'échelle du territoire canadien et veut être reconnue par le gouvernement canadien. Elle presse le gouvernement fédéral de rompre les liens coloniaux avec la Grande-Bretagne et appuie le bilinguisme. Après la Seconde Guerre mondiale elle en viendra à se ranger du côté de ceux qui réclament plus d'autonomie provinciale pour le Québec. En 1970, elle cesse de présenter son mémoire annuel au gouvernement fédéral et développera peu à peu des positions plus axées sur le rôle de l'État québécois comme lieu d'expression de la nation. Pendant cette période, la CSN prendra position pour l'unilinguisme français au Québec et sa démarche l'amènera peu à peu à se prononcer pour la souveraineté du Québec en 1990 suite à l'échec de l'Accord du Lac Meech.

En ce qui concerne les questions actuelles, plusieurs interventions en appellent aux années 1960-70 comme point de comparaison pour soutenir que la CSN s'est éloignée des préoccupations sociales qu'elle défendait à cette époque. La présence et les interventions de plusieurs acteurs de l'époque comme par exemple Marcel Pépin, ont certes favorisé cette comparaison. Soulignons la contribution particulièrement incisive de Jean-Marc Piotte qui a su, dans un style direct si rare chez les intellectuels, poser de nombreuses questions que se posent un certain nombre de syndiqués CSN et qui affirme avec justesse que le tort des centrales syndicales réside «... dans leur tendance à nommer vertu la nécessité, à déclarer offensive une stratégie défensive et à proclamer la voie du partenariat qui est une tentative désespérée de ne pas perdre davantage» (p. 197). À ce sujet, il faut déplorer le fait que l'ouvrage de Comeau-Bélanger n'ait pas reçu les textes de Léo-Paul Lauzon et de Bernard Brodie qui furent parmi les plus critiques envers les orientations actuelles de la CSN.

La réponse de la direction de la CSN, par la plume de Marc Laviolette, ne réussit pas à dissiper les critiques puisqu'il argumente que les préoccupations de la CSN actuelle étaient maintenant surtout axées sur le quotidien des membres et sur l'emploi dans un contexte nettement défavorable, contexte abondamment analysé par plusieurs. La contribution de Paul-André Lapointe, prenant appui sur des déclarations de Pierre Paquette, admet aussi que la stratégie actuelle de la CSN est axée sur un repli sur l'entreprise, justement lieu par excellence de la «vie quotidienne». Et c'est la mise en pratique de cette stratégie qui fait l'objet de la plupart des autres contributions contenues dans cet ouvrage.

Si les intervenants à ce colloque s'entendent sur l'urgence d'agir malgré les différences quant aux stratégies et moyens à privilégier, ils s'entendent aussi étrangement sur un autre aspect. Gregor Murray fait fort justement remarquer que: «La représentation syndicale est liée au salariat» (p. 300). Et cet auteur nous offre une intéressante analyse de ce que représente ce rapport salarial comme soumission du Travail au Capital à l'intérieur de rapports marchands. Or, dans tous les textes de ce recueil, il se dégage une belle unanimité qui s'articule autour de l'«aménagement» de ce rapport salarial, ce qui pose implicitement que le salariat ne peut pas être le problème fondamental du syndicalisme et donc, qu'il faille trouver des moyens d'«aménager» la soumission des salariés et l'acceptation des rapports marchands de concurrence entre travailleurs (que l'on appelle pudiquement «pluralisme»). Pourtant, le salariat n'est-il pas la forme fondamentale de l'organisation du travail actuelle? Et si on commençait à envisager que ce rapport salarial a atteint ses limites historiques?

Un dernier point ressort de la lecture de l'ouvrage et qui n'apparaissait pas aussi clairement lors du colloque. Plusieurs communications font

ressortir les facteurs internationaux dans la conjoncture actuelle («mondialisation»), facteurs qui joueraient en défaveur des syndicats. Or, aucune communication ne portait de près ou de loin sur les rapports internationaux de la CTCC-CSN ni sur la place qu'occupaient, sur l'échiquier syndical mondial, les syndicats chrétiens de la Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC), devenue plus tard la Confédération mondiale du travail (CMT). Faut-il rappeler que dès ses premières armes, le mouvement syndical fut un mouvement international? Que la fondation même de la CTCC s'inscrivait dans un courant international dont le centre nerveux était l'Église catholique romaine et le programme politique le corporatisme social? Que dans la foulée de ce courant furent organisées plusieurs centrales syndicales nationales liées entre elles plus ou moins formellement par leur origine et leur programme? Que, dès les débuts de l'Organisation internationale du travail (OIT), l'ensemble des centrales syndicales internationales s'y intégrèrent dans un esprit de partenariat et que la CISC n'y fut admise que très tard? La revendication actuelle des syndicats concernant la fameuse «clause sociale» à intégrer dans les traités internationaux n'est mentionnée qu'une fois, sans analyse, dans le texte de Pierre Paquette (p. 248). Or, cette «clause sociale» est contestée par ceux qui en voient les lacunes manifestes et qui proposent plutôt une «charte sociale». Bref, un ensemble de questions liées justement à la «mondialisation» du mouvement syndical.

Dans l'avant-propos de leur ouvrage, Yves Bélanger et Robert Comeau affirment que la CSN «a été scrutée sous toutes ses coutures». La lecture des textes fait apparaître qu'on a oublié une des plus importantes au moment où de plus en plus de voix appellent à un développement plus intensif d'une solidarité syndicale internationale effective. C'est donc un débat où il manque des éléments importants que cet ouvrage nous offre. Il faut espérer qu'il ne représente que l'amorce d'une plus grande ouverture.

Laurent Bilodeau
historien et syndicaliste

Éric Bédard, *Chronique d'une insurrection appréhendée. La crise d'Octobre et le milieu universitaire*, Sillery, Septentrion, 1998, 204 p.

Cet ouvrage cherche à comprendre pourquoi, lors de la crise d'Octobre, la classe politique de l'époque percevait les campus universitaires de Montréal comme de véritables poudrières susceptibles d'exploser à la